



Ministère des sports

Direction des sports  
Sous-direction du pilotage des  
réseaux du sport (DS2)  
Bureau de l'accompagnement à  
l'autonomie des fédérations  
sportives et du sport  
professionnel (DS2B)

Personne chargée du dossier : Pierre Antoine BASSERAS

tél. : 01.40.45.95.98

mél. : [pierre-antoine.basseras@sports.gouv.fr](mailto:pierre-antoine.basseras@sports.gouv.fr)

La ministre des sports

à

Madame et Messieurs les préfets de région  
Mesdames et Messieurs les préfets de  
département

Copie à :

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux  
et départementaux de la jeunesse, des sports et  
de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux  
de la jeunesse, des sports et de la cohésion  
sociale

Mesdames et messieurs les directeurs des  
directions de la jeunesse, des sports et de la  
cohésion sociale

**INSTRUCTION N° DS/DS2B/2020/84** du 29 mai 2020 relative à la procédure d'agrément des  
centres de formation des clubs professionnels

Date d'application : immédiate

NOR : **SPOV2013463J**

Classement thématique : associations et instances sportives

**Examinée par le COMEX, le 3 juin 2020.**

Document opposable : *Oui*

Déposée sur le site *circulaires.legifrance.gouv.fr* : *Oui*

<b>Catégorie :</b> - Interprétation à retenir, sous réserve de l'appréciation souveraine du juge, lorsque l'analyse de la portée juridique des textes législatifs ou réglementaires soulève une difficulté particulière
<b>Résumé :</b> Les centres de formation des clubs professionnels, lorsqu'ils respectent le cahier des charges approuvé par le ministère chargé des sports, peuvent bénéficier d'un agrément de l'Etat. Depuis la parution du décret n°2019-1394 du 18 décembre 2019, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles dans le domaine des sports, cet agrément est délivré par le préfet de région à l'issue d'une procédure mobilisant les directions techniques nationales des fédérations et les services de l'Etat. Cette instruction présente le cadre de la procédure d'agrément, les outils utiles à sa mise en œuvre, les points d'attention particuliers lors des visites de contrôle et l'articulation des missions des différents acteurs du dispositif.
<b>Mention Outre-mer :</b> OUI indiquer si le texte s'applique en l'état dans ces territoires, si des adaptations sont prévues et si le texte contient ou envisage des dispositions spécifiques.
<b>Mots-clés :</b> Clubs professionnels – Centres de formation – Agrément – Octroi, renouvellement retrait
<b>Texte(s) de référence :</b> Articles L. 211-4 et D. 211-83 à D. 211-90 du code du sport
<b>Circulaire(s) / instruction(s) abrogée(s) :</b> NOTE DE SERVICE N° DS/ DSA4/2014/31 du 28 janvier 2014 relative à la procédure d'agrément des centres de formation des clubs professionnels
<b>Annexe(s) :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- annexe 1 : index thématique des dispositions légales et réglementaires</li><li>- annexe 2 : tableau de présentation du déroulement de la procédure d'agrément</li><li>- annexe 3 : fiche « Compte rendu de visite CFCP »</li><li>- annexe 4 : modèles d'arrêtés relatifs à l'agrément des centres de formation de clubs professionnels</li></ul>

Un important réseau de centres de formation de clubs professionnels (CFCP) agréés par l'Etat s'est déployé depuis la parution de la loi n°99-1124 du 28 décembre 1999, loi dont les dispositions ont été codifiées à l'article L. 211-4 du code du sport. Aujourd'hui, 162 CFCP, relevant de sept fédérations de sports collectifs, bénéficient de la reconnaissance de l'Etat et accueillent plus de 4 000 jeunes sportifs sur le territoire.

Pleinement intégrés dans les différents projets fédéraux, ces centres de formation sont également soutenus par les collectivités territoriales qui peuvent participer à leur financement, au titre des missions d'intérêt général mentionnées aux articles L. 113-2 et R. 113-2 du code du sport.

Le souci constant de l'Etat et des fédérations d'assurer une filière d'accès au sport professionnel de qualité, le nombre important de jeunes mineurs accueillis par ces structures

d'entraînement intensif et les enjeux liés au sport professionnel sont autant de points de vigilance qui justifient la poursuite du dispositif d'agrément existant.

Au niveau national, sur proposition des fédérations concernées, le ministère en charge des sports approuve le cahier des charges des centres de formation et la convention-type établis par la fédération délégataire compétente. Ce cadre de référence permet de garantir aux jeunes sportifs le bénéfice d'une formation, tant sportive que scolaire, universitaire ou professionnelle. Le ministère en charge des sports veille également au recueil de bilans qualitatifs pour procéder à une évaluation annuelle de ce dispositif.

L'objet de la présente instruction est de rappeler les principes d'agrément de ces centres en prenant en considération les modifications apportées au code du sport par le décret n°2019-1394 du 18 décembre 2019 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles dans le domaine des sports. Ce décret confie désormais la décision administrative d'agrément d'un centre de formation de club professionnel au préfet de région.

## **I. Rappel du cadre général du dispositif :**

Pour vous permettre de disposer d'un document facilitant l'accès rapide aux différentes dispositions législatives et réglementaires applicables aux centres de formation des clubs professionnels, vous trouverez en annexe 1 un index thématique détaillant ce cadre juridique.

### **I.1) La procédure d'agrément :**

L'article L. 211-4 du code du sport prévoit que « *les centres de formation relevant d'une association ou d'une société sportive sont agréés par l'autorité administrative, sur proposition de la fédération délégataire compétente* ».

La procédure d'agrément mise en place a pour objectif de vérifier les conditions d'accueil des jeunes sportifs proposées par les centres de formation afin de s'assurer de la qualité du travail réalisé par le club professionnel dans ce domaine et de garantir aux jeunes sportifs, et à leur famille, le bénéfice d'une formation articulant objectifs sportifs et objectifs de formation générale (scolaire, universitaire ou professionnelle).

Cette procédure est définie par les articles D. 211-86 à R. 211-89 du code du sport consacrés à la délivrance, au renouvellement et au retrait de l'agrément. Modifiés par le décret n°2019-1394 du 18 décembre 2019, ces articles prévoient désormais que, si la demande d'agrément par l'association ou la société sportive à laquelle est rattaché le centre de formation continue d'être présentée à la fédération sportive compétente, l'octroi de l'agrément, son retrait ou son renouvellement sont désormais prononcés par le préfet de région.

Ces nouvelles dispositions n'ont toutefois pas d'incidences sur l'échéancier annuel de cette procédure d'agrément qui comprend quatre phases successives :

- la transmission des demandes d'agrément par les associations ou sociétés gestionnaires des centres aux fédérations sportives dont elles relèvent (août à septembre de l'année N-1),
- la transmission par les fédérations aux directions régionales des demandes d'agrément relevant de leur ressort territorial (octobre N-1),
- l'organisation des visites sur site (novembre à avril N),
- l'instruction des demandes (mai et juin N).

Pour ses deux premières phases, et pour tenir compte de leurs charges respectives en matière de visites sur site, ce calendrier indicatif peut faire l'objet d'ajustements marginaux de la part des différentes fédérations sportives délégataires.

L'enchaînement de ces quatre phases doit permettre la prise d'arrêtés d'agrément au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, ceci pour pouvoir s'articuler avec le calendrier de la saison sportive de chacune des disciplines sportives concernées. De façon exceptionnelle, et notamment lorsqu'une décision de rétrogradation à l'issue du championnat professionnel fera l'objet d'un recours, il pourra s'avérer nécessaire de différer la décision d'agrément pour tenir compte de la situation effective de l'équipe professionnelle en début de saison sportive.

Un tableau récapitulatif de déroulement de cette procédure est présenté en annexe 2 de cette instruction.

### **I.2) Les demandes d'agrément :**

Peuvent solliciter l'agrément les centres de formation répondant à la définition donnée par l'article D. 211-83 du code du sport.

Concernant la qualité du club demandeur, il conviendra d'avoir une parfaite connaissance de la situation juridique du centre de formation visité. Vous vous attacherez donc à vérifier que l'organisation du club professionnel auquel est associé le centre de formation présente bien l'ensemble des conditions de fonctionnement requises (art. L. 122-1 à L. 122-19 et R. 122-1 à R.122-12 du code du sport), et notamment : l'identification de l'association sportive affiliée, l'identification de la société créée par elle le cas échéant, l'existence d'une convention association/société en cours de validité, l'identification précise de la structure portant la responsabilité (administrative, technique, pédagogique et financière) du centre de formation.

### **I.3) Les visites sur site :**

L'agrément d'un centre peut être délivré lorsque le centre de formation satisfait aux exigences d'un cahier des charges établi par la fédération délégataire et approuvé par le ministre chargé des sports (art. D. 211-84 du code du sport). Ce cahier des charges est établi en respectant l'intégralité des critères prévus à l'article D. 211-85 du code du sport. Ces critères sont les suivants :

1°) le niveau des compétitions auxquelles doit participer l'équipe professionnelle de l'association ou de la société sportive qu'elle a constituée. Ces compétitions sont organisées par la ligue professionnelle mentionnée à [l'article L. 132-1](#) du code du sport, ou, à défaut, par la fédération délégataire ;

2°) l'âge minimal et l'âge maximal des jeunes sportifs ;

3°) l'effectif minimal et maximal des jeunes sportifs susceptibles d'être accueillis dans le centre de formation ;

4°) l'effectif et les qualifications requises des personnes chargées de l'encadrement sportif, médical et social des jeunes sportifs ;

5°) la nature de l'enseignement scolaire, général ou professionnel ou de la formation universitaire accessible aux jeunes ainsi que les aménagements et les aides devant être prévus ;

5° bis) les modalités de mise en œuvre d'une formation sportive et citoyenne dont le contenu est défini à l'article D. 221-27 du code du sport ;

6°) l'existence de conventions liant le centre de formation aux établissements scolaires ou d'enseignement supérieur, d'une part, et de formation professionnelle, d'autre part ;

7°) les installations et équipements sportifs mis à disposition des jeunes sportifs en formation ;

8°) la nature et les modalités de suivi médical mises en place ;

9°) la durée hebdomadaire d'entraînement ou de compétitions concernant les jeunes sportifs ainsi que les périodes de récupération et de repos nécessaires à la protection de leur santé ;

10°) les conditions d'hébergement, de restauration et de travail des jeunes sportifs en formation ;

11°) les informations et documents comptables relatifs au centre de formation exigés, lesquels devront être sectorisés dans les comptes de l'association ou de la société sportive précitée ; ces informations et documents comptables sont communiqués au ministre chargé des sports annuellement, en fin de saison sportive.

Depuis l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° 2016-1287 du 29 septembre 2016, je vous rappelle l'obligation faite au centre de formation du club professionnel de dispenser une formation sportive et citoyenne aux jeunes sportifs accueillis. Comme le précise l'article D. 221-27 du code du sport, cette formation devra porter sur :

- les valeurs de la République ;
- les valeurs de l'olympisme ;
- l'éthique dans le sport ;
- le cadre juridique et économique applicable au sportif.

Les personnels référents de vos services (éthique et citoyenneté, valeurs de la République et laïcité) pourront, le cas échéant, accompagner les équipes des centres de formation dans la définition de ces contenus.

L'information sur le risque de corruption lié aux paris sportifs intégrera cette formation citoyenne en rappelant notamment les différentes interdictions faites aux joueurs en formation en application des dispositions de l'article L. 131-16 du code du sport.

Les temps d'information dédiés à la prévention du dopage et des conduites dopantes et, de façon plus générale, à la protection de la santé des sportifs (voir paragraphe II.5 infra) pourront également intégrer cette formation citoyenne et sportive.

En outre, compte tenu des sollicitations dont peuvent faire l'objet les jeunes sportifs en centre de formation, cette formation citoyenne s'attachera à prévoir une information concernant la réglementation de la profession d'agent sportif (articles L. 222-5 et suivants du code du sport) et sur la nature précise des relations qu'ils peuvent entretenir avec le jeune sportif et ses représentants légaux.

Les cahiers des charges établis par les différentes fédérations délégataires compétentes et approuvés par le ministère, qui serviront de référence aux directions régionales pour effectuer leur visite de contrôle seront tenus à disposition des directions régionales et consultables sur le site intranet du ministère chargé des sports PACO (chemin d'accès : Jeunesse et Sports / Sports (DS) / Sport professionnel / Détail de la rubrique).

Dans le souci d'une action coordonnée et d'une approche partagée avec les différentes directions techniques nationales concernées, il est recommandé que les visites d'agrément initial ou de renouvellement d'agrément soient réalisées conjointement (DRJSCS/DTN). Chaque partie (service déconcentré et fédération) reste cependant responsable de son compte-rendu de visite, ainsi que de l'avis émis sur la demande du club.

#### **I.4) L'instruction des demandes :**

Lors de l'instruction d'un dossier de demande, de retrait ou de renouvellement d'agrément, le préfet de région pourra recueillir l'avis d'un groupe d'experts composé de représentants de la direction régionale, du ou des CREPS implantés sur le territoire ou, en cas d'absence de CREPS, de tout organisme exerçant des missions équivalentes, du Rectorat, du Conseil régional et d'une personnalité qualifiée désignée en accord avec le comité régional olympique et sportif.

L'instruction des dossiers permettant de formuler les propositions d'agrément soumises au préfet de région s'effectuera sur la base :

- des comptes rendus de visite et avis transmis par les DTN,
- et du rapport établi par vos services.

#### **I.5) La décision d'agrément :**

Il conviendra de distinguer les nouvelles demandes d'agrément (première demande d'agrément ou demande d'agrément après une ou plusieurs années de fonctionnement sans agrément) des demandes de renouvellement d'agrément (centres de formation dont la décision d'agrément arrive à son terme).

##### **I.5.1) Les nouvelles demandes d'agrément :**

L'agrément sera délivré à chaque fois que le centre de formation répondra à l'ensemble des critères du cahier des charges fédéral.

Il est important de préciser ici que pour une nouvelle demande d'agrément (première demande ou demande effectuée après une décision antérieure de retrait d'agrément), il ne peut pas être dérogé au cahier des charges pour le critère tenant au « *niveau des compétitions auxquelles doit participer l'équipe professionnelle de l'association ou de la société sportive qu'elle a constituée* ». Cela signifie que le club concerné devra évoluer dans l'une des divisions professionnelles prévues au cahier des charges fédéral, tant au moment de la demande d'agrément (saison n-1/n) qu'au moment de l'accueil en centre de formation (saison n/n+1).

La décision d'agrément se matérialisera désormais par un arrêté signé du préfet de région. Vous veillerez à faire publier ces arrêtés régionaux dans le recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lorsqu'un critère du cahier des charges n'est pas respecté par le centre de formation au terme de la procédure d'instruction que vous aurez mise en place, il vous appartient de refuser l'agrément à l'association, ou à la société, qui en a présenté la demande. Cette décision relevant des décisions individuelles défavorables, il vous appartient de la motiver conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration (articles L. 211-1 et suivants) et d'y faire figurer les délais de recours (article R.421-5 du code de justice administrative).

##### **I.5.2) Le renouvellement d'agrément :**

Conformément aux dispositions de l'article R. 211-89 du code du sport, le renouvellement d'agrément est attribué ou refusé dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément initial.

Il peut cependant être dérogé au cahier des charges pour le seul critère tenant au « *niveau des compétitions auxquelles doit participer l'équipe professionnelle de l'association ou de la société sportive qu'elle a constituée* ». Dans ce cas, l'agrément est renouvelé pour une durée

maximale de deux ans. Il est en effet apparu opportun de ne pas remettre en cause l'agrément d'un centre de formation lorsque le club auquel il est rattaché vit une courte période de rétrogradation en championnat amateur.

Dans l'hypothèse d'un agrément accordé en vertu de cette disposition dérogatoire, il conviendra donc de s'assurer que cette période maximale de deux années d'évolution en division amateur est bien respectée et qu'aucun agrément n'est délivré à une association ou une société qui évoluera pour une troisième année successive en championnat amateur.

#### **I.5.3) Le retrait d'agrément :**

Enfin, conformément aux dispositions de l'article R. 211-88 du code du sport, un centre de formation agréé peut faire l'objet d'un retrait d'agrément *« lorsque le centre de formation cesse de satisfaire à l'un au moins des critères prévus dans le cahier des charges ainsi que pour tout motif grave. »*

Toutefois, comme pour la procédure de renouvellement d'agrément, et pour la même raison, *« l'agrément peut être maintenu pour une durée qui ne peut excéder la durée restant à courir de l'agrément et au plus égale à deux ans, lorsque l'équipe professionnelle de l'association ou de la société dont relève le centre ne participe plus aux compétitions prévues au cahier des charges en application du 1° de l'article D. 211-85. »*

La procédure de retrait d'agrément peut être engagée à l'initiative du préfet de région ou à la demande de la fédération délégataire compétente. Dans tous les cas, elle devra respecter les conditions de forme suivante :

- a) l'avis préalable de la fédération délégataire compétente sur le retrait en question sera sollicité,
- b) avant toute décision de retrait, un courrier adressé à l'association ou à la société concernée l'informera des motifs susceptibles de fonder le retrait d'agrément et la possibilité pour elle de présenter des observations écrites ; ce courrier mentionnera obligatoirement :
  - le délai dont elle disposera pour produire ses observations (un délai indicatif de 21 jours à réception du courrier pouvant être considéré comme un délai raisonnable),
  - la possibilité de se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix ;
- c) ce courrier devra être envoyé en recommandé avec AR ; une copie du courrier sera adressé à la fédération délégataire concernée ;
- d) l'arrêté de retrait d'agrément mentionnera :
  - les articles du code du sport servant de base juridique au retrait,
  - l'arrêté approuvant la convention type de formation,
  - la date d'approbation du cahier des charges de la fédération délégataire concernée,
  - l'arrêté relatif à l'agrément du centre en question,
  - la demande et/ou de l'avis de la fédération,
  - le courrier informant l'association ou la société de l'engagement d'une procédure de retrait,
  - les motifs de retrait.

#### **I.5.4) La communication des décisions d'agrément :**

Quelle que soit la nature de les décisions relatives aux agréments de CFCP (octroi, renouvellement, refus ou retrait), une copie des arrêtés régionaux prononçant ces décisions et des décisions de refus, est transmise à :

- la direction des sports (bureau de l'accompagnement à l'autonomie des fédérations sportives et du sport professionnel – DS2B),

- la fédération sportive délégataire dont dépend le club concerné,
- la ou les collectivités locales participant au financement du CFCP.

A cet égard, la rédaction d'arrêtés collectifs regroupant l'ensemble des décisions favorables (octroi et renouvellement), fédération par fédération, et d'actes individuels pour les décisions négatives (retrait ou refus) permettra tant d'alléger le travail de communication que d'isoler les décisions pouvant faire l'objet d'un éventuel recours (retrait ou de refus).

Vous trouverez en annexe 4 de la présente instruction des modèles d'arrêtés vous permettant de matérialiser vos décisions.

#### **I.6) Le suivi d'agrément :**

Conformément aux dispositions de l'article D. 211-90 du code du sport, le ministre chargé des sports demeure chargé du contrôle des centres de formation et bénéficie pour cela de la contribution des fédérations délégataires concernées.

La direction des sports continuera donc d'animer le réseau des référents CFCP des directions régionales et des fédérations sportives concernées pour apprécier de façon concertée le fonctionnement des centres, la cohérence du dispositif d'agrément régional et les mesures d'amélioration et d'évolution qu'il serait opportun d'envisager.

Au titre de ce contrôle ministériel, un suivi des centres de formation agréés intégrera à mi-parcours de la période d'agrément une visite intermédiaire. Cette visite permettra notamment de s'assurer de la réalité du double projet décrit dans les conventions de formation, de l'aménagement effectif des horaires avec les établissements conventionnés ainsi que des mesures d'accompagnement des jeunes quittant le centre de formation. Elle permettra également, le cas échéant, d'actualiser les informations relatives à l'équipe d'encadrement du centre de formation.

Ce suivi permettra de maintenir le lien avec les centres de formation agréés, d'identifier certaines difficultés et leurs pistes de résolution afin de garantir le respect du cahier des charges durant les quatre années d'agrément.

## **II. Les priorités de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale dans le cadre du contrôle des centres de formation :**

Lors de la réalisation des visites de contrôle des centres de formation, il vous est demandé de porter une attention particulière sur les points détaillés ci-dessous.

### **II.1) Le respect de l'intégralité du cahier des charges applicable au centre de formation contrôlé :**

Cette exigence est le fondement de toute décision d'agrément. Néanmoins, lorsque l'ensemble des critères ne sont pas vérifiés lors de la visite initiale, et que la structure gestionnaire du centre vous paraîtra en mesure d'y remédier dans un court délai, il vous sera possible soit d'accorder un délai de transmission pour toute pièce manquante, soit d'effectuer une contre visite pour constater la mise en conformité du fonctionnement du centre. En tout état de cause, cette conformité du centre de formation au cahier des charges devra être démontrée avant toute décision d'agrément.

### **II.2) Le respect de l'existence, pour chaque jeune sportif accueilli, d'une convention individuelle de formation conforme aux dispositions de la convention-type approuvée par le ministère :**



Cette convention est une obligation (article L. 211-5 du code du sport), indépendamment tout autre contrat que le joueur, ou son représentant légal, pourrait signer avec le club.

### **II.3) L'encadrement et le suivi des jeunes sportifs :**

Sur ce point, il vous appartient de veiller à ce que les fonctions, qualifications et taux d'encadrement requis pour l'encadrement des jeunes soient respectés dans les différents volets d'activité du centre (formation sportive, formation scolaire, vie quotidienne des sportifs). Pour les personnes assurant l'encadrement sportif (enseignement, animation, entraînement), les obligations de déclaration (DDCS/PP) et de détention d'une carte professionnelle en cours de validité seront systématiquement vérifiées.

Comme mentionné à l'article R. 211-97 du code du sport, une vigilance particulière doit être portée sur les conditions de vie quotidienne proposées aux jeunes sportifs mineurs présents dans les centres de formation, tant au niveau de la qualité des locaux que des modalités d'internat proposées (hébergement, déplacements, surveillance et encadrement des temps quotidiens hors temps d'entraînement, de formation scolaire ou professionnelle et de compétitions). L'organisation du centre de formation permettant la permanence de la surveillance des mineurs accueillis devra faire l'objet d'une attention particulière.

J'attire également votre attention sur la nécessité de bien vérifier notamment, que les critères d'âge (mini/maxi) et de nombre (mini/maxi) des jeunes susceptibles d'être accueillis dans le centre de formation sont bien respectés car, en cas contraire, les conditions d'encadrement définies par le cahier des charges perdraient tout leur sens.

### **II.4) L'accompagnement à la réussite du double projet :**

Vous vous assurerez de la qualité des conditions offertes pour bénéficier d'un enseignement scolaire, d'une formation professionnelle ou d'un cursus universitaire ainsi que des aménagements de scolarité, aides et soutiens prévus.

Ce cadre de formation devra être formalisé avec le réseau d'établissements scolaires ou universitaires et organismes de formation professionnelle partenaires du CFCP. Les conventions conclues avec différents établissements ou organismes de formation devront systématiquement être vérifiées pour s'assurer tant de leur validité que de leur opérationnalité.

Lorsqu'un renouvellement d'agrément est sollicité, vous vous attacherez à ce que le centre vous transmette les éléments attestant d'un suivi quadriennal de la réussite scolaire à partir du succès aux examens et diplômes ou l'accès aux classes supérieures du cursus suivi, corrélées à l'âge et au niveau de la formation des intéressés. Il conviendra également de s'assurer du niveau d'exigence porté sur la réussite du double projet en vérifiant l'adéquation entre l'action décrite et les moyens financiers qui lui sont dédiés.

### **II.5) La protection de la santé des sportifs :**

Vous vérifierez, avec le concours de votre médecin-conseiller lorsque le service en dispose, les qualifications des personnels médicaux et paramédicaux, le respect de la surveillance médicale des jeunes en formation selon les modalités définies dans le cahier des charges de la discipline ainsi que les conditions matérielles permettant d'assurer cette surveillance médicale dans les meilleures conditions. Vous vous assurerez qu'une information sur la prévention du dopage et des conduites dopantes est menée annuellement auprès des jeunes en formation.

### **II.6) La transmission de documents et informations comptables fiables :**

Le budget dédié au fonctionnement du centre est un élément indispensable à l'analyse de la demande d'agrément. Il fera l'objet d'une étude détaillée afin de s'assurer que les moyens financiers mobilisés par le club permettent d'assurer un bon fonctionnement du centre de formation à court et moyen terme. Les subventions des collectivités territoriales y seront identifiées (article L. 113-2 du code du sport). Enfin, vous veillerez à constater que les ressources provenant des familles sont cohérentes avec les montants indiqués dans les conventions individuelles.

Pour cela, l'annexe financière de la fiche d'évaluation devra vous être fournie avec le bilan financier de la structure gestionnaire du centre de formation (association ou société) établi par un expert-comptable et, le cas échéant, certifié par un commissaire aux comptes.

Pendant la période d'agrément du centre, vous rappellerez l'obligation faite à la structure gestionnaire du centre de transmettre annuellement l'ensemble des informations financières à la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale en qualité de service déconcentré du ministère chargé des sports.

### **III. L'approche qualitative de la demande de renouvellement d'agrément :**

Pour que l'Etat, en concertation avec les acteurs fédéraux, puisse interroger à intervalle régulier le bon fonctionnement des centres de formation des clubs professionnels et apprécier l'opportunité de faire évoluer le cadre réglementaire dans lequel ils s'inscrivent, une évaluation de leurs résultats est une nécessité. Pour cela, il est indispensable de pouvoir disposer des données précises et homogènes sur les résultats obtenus en matière de formation scolaire, universitaire ou professionnelle, de contribution du centre de formation au renouvellement du haut niveau fédéral et du secteur professionnel et de suivi post-formation des jeunes ayant quitté le centre sans contrat de joueur professionnel.

Sans que cela ne puisse constituer un obstacle au renouvellement d'agrément, vous veillerez donc à obtenir des centres de formation l'ensemble des informations qui permettront de renseigner les différents tableaux intégrés à la fiche de contrôle jointe à la présente instruction (annexe 3).

### **IV. Les outils nécessaires au contrôle des centres de formation :**

Vous trouverez, en annexe 3 de cette instruction, une fiche de contrôle d'un centre de formation utilisable tant pour l'agrément initial que pour le renouvellement d'agrément ou la visite de suivi. Cette fiche vous permettra d'établir le compte rendu de visite attestant du respect du cahier des charges par les centres de formation contrôlés. Elle servira également à la motivation de vos décisions défavorables lorsque le cahier des charges ne sera pas intégralement respecté.

### **V. Recommandations particulières :**

#### **V.1) L'identification d'un référent « sport professionnel » au sein du service régional :**

Afin d'établir un dialogue régulier avec les clubs professionnels dotés d'un centre de formation agréé ou souhaitant en obtenir un, mais aussi pour apporter un soutien aux services départementaux chargés d'approuver les conventions établies entre association sportive et société sportive (articles L. 122-14 et suivants et R. R. 122-8 et suivants du code du sport), l'identification d'un agent référent en charge des questions relatives au sport professionnel est nécessaire.

#### **V.2) Suppression de certains labels régionaux :**

Des dispositifs de soutien et d'accompagnement de centres de formation de clubs avaient été mis en place par certaines DRJSCS sous la forme de labels régionaux.

Pour garantir une cohérence au plan national et éviter toute confusion avec le dispositif d'agrément prévu à l'article L. 211-4 du code du sport, je vous demande de bien vous assurer de la disparition de ces labels.

### **V.3) Prévention des conflits d'intérêt :**

Les agents de la direction régionale en charge du suivi du sport professionnel exercent parfois, en parallèle de leur activité professionnelle, à titre bénévole ou rémunéré, des fonctions d'entraîneur et/ou d'élus auprès d'associations ou de sociétés sportives. Vous veillerez à éviter tout conflit d'intérêt pouvant nuire à l'impartialité nécessaire dans le suivi et l'évaluation des centres de formation des clubs professionnels en ne leur confiant pas de mission de contrôle dans la discipline dans laquelle ils exercent les fonctions susvisées.

### **V.4) Honorabilité :**

Le code du sport instaure une obligation d'honorabilité pour toute personne, rémunérée ou bénévole, enseignant, animant, encadrant une activité physique et sportive ou entraînant ses pratiquants (article L. 212-9 du code du sport). Cette obligation s'applique également aux exploitants d'établissements dans lesquels sont pratiquées des activités physiques (article L. 322-1 du code du sport). De plus l'article L. 212-11 du code du sport prévoit, pour les éducateurs sportifs professionnels (personnels d'encadrement exerçant contre rémunération les activités mentionnées au premier alinéa de l'article L. 212-1 du code du sport), une obligation de déclaration de leur activité à l'autorité administrative. De même, tout éducateur sportif stagiaire, rémunéré ou bénévole, doit se déclarer auprès de l'autorité administrative en application de l'article R. 212-87 du code du sport. Vous vous assurerez donc lors de vos visites des procédures de vérification appliquées par les responsables du centre de formation pour garantir le respect de ces obligations.

Je vous demande de bien vouloir me signaler toute difficulté que vous rencontreriez dans la mise en œuvre de la présente instruction.

Pour la ministre des sports  
et par délégation  
Le directeur des sports

Gilles QUÉNÉHERVÉ